DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2020

I. Objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire

II. Rappels sur la présentation du budget

III. Le contexte économique et financier

A) Le contexte global
B) Le contexte des collectivités locales
C) Le contexte local

IV. Analyse de la situation financière de la Commune en fonctionnement

A) Les dépenses
- Evolution des charges de personnel
- Autres charges de fonctionnement
- Achats et charges externes
- Charges financières

B) Les recettes
C) La fiscalité
D) Les emprunts

V. Analyse de la situation financière de la Commune en investissement

A) Les dépenses
B) Les recettes

VI. Elaboration budgétaire et grandes orientations budgétaires

<u>Sources</u> : *- INSEE – Analyse de conjoncture*
- Trésor Public – Situation financière – Les ratios de niveau
- Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire – Direction Générale des collectivités locales – « Les budgets primitifs des communes »
- Eléments du compte administratif provisoire de 2019
- Statistiques Mairie
- Caisse d'Epargne

I. Objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire

Les dispositions légales transposées à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article 107 de la loi NOTRE N°2015-991 du 07/08/2015, stipulent que, dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat doit avoir lieu au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Ce rapport, qui ne fait pas l'objet d'un vote par le conseil municipal, permet de débattre des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain budget et permet d'informer tous les conseillers municipaux de la situation financière et économique de notre collectivité.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel mais fait l'objet d'une délibération spécifique afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Une délibération sur le budget non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité et annulerait le vote du budget.

Le projet de budget primitif 2020 sera présenté au conseil municipal lors de la séance du mardi 03 mars 2020.

II. Rappels sur la présentation du budget

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée.

Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (décisions modificatives).

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties : une section de fonctionnement et une section d'investissement ; chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égales aux dépenses.

Schématiquement, <u>la section de fonctionnement</u> retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, celles qui reviennent chaque année.
Par exemple, en dépenses : les dépenses nécessaires au fonctionnement des services, les frais de personnel, les frais de gestion (matériel, fluides, …), les subventions aux associations et participations aux organismes de regroupement, le remboursement des intérêts des emprunts.
En recettes, les produits locaux (recettes perçues des usagers : droits de place du marché, concessions funéraires, loyers, réservations de salles, …), les recettes fiscales provenant des impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes foncières, …), les dotations de l'Etat comme la DGF et les participations provenant d'autres organismes ou collectivités locales (Département, Communauté d'Agglomération, …).

L'excédent de recettes par rapport aux dépenses dégagé par la section de fonctionnement est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra de financer les investissements prévus.

<u>La section d'investissement</u> présente les programmes d'investissement nouveaux ou en cours ; elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine comme les dépenses concernant le remboursement du capital emprunté, les acquisitions immobilières ou des travaux nouveaux (création ou gros entretien de bâtiments ou voiries).

Parmi les recettes d'investissement, on trouve généralement les recettes destinées au financement des dépenses d'investissement comme les subventions d'équipement, la dotation d'équipement des territoires ruraux, le fonds de compensation de la TVA, le produit de la vente du patrimoine, …

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Ainsi, la capacité d'autofinancement est la différence entre les dépenses réelles de fonctionnement et les recettes de fonctionnement ; cet excédent alimente la section d'investissement en recettes.

III. Le contexte économique et financier

A) Le contexte global

Depuis l'été 2019, l'économie mondiale subit un ralentissement notable. L'incertitude sur la politique économique reste à un niveau historiquement élevé, alimentée par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, la tourmente politique au Royaume-Uni avec le brexit et les autres risques géopolitiques. Les exportations mondiales affichent des taux de croissance négatifs.
Après une reprise de la croissance de la zone euro au 1er trimestre 2019, la croissance a ralenti puis stagné au 4ème trimestre 2019. Le ralentissement de l'activité de la zone euro résulte de l'évolution différente de la croissance d'un pays à l'autre. Des signes laissent présager que l'Allemagne et l'Italie, déjà affaiblies, connaîtraient une faiblesse persistante.
L'Espagne, la France et le Portugal résistent avec un ralentissement plus modéré que la croissance.
En France, l'activité a été largement portée par la demande intérieure avec le dynamisme de l'investissement des entreprises et une consommation privée relativement solide. Après une croissance de 1,7 % en 2018, l'économie française a ralenti à 1,3 % en 2019 tandis que la zone euro voit sa croissance passer de 1,1 % à 0,7 %. En 2020, le cycle d'investissement des entreprises devrait se poursuivre.
Du côté des ménages, la confiance s'est redressée grâce à l'amélioration du marché du travail, la faiblesse de l'inflation et la succession de mesures budgétaires en soutien au pouvoir d'achat. Dans ce contexte, les dépenses de consommation ont connu une accélération sur les derniers trimestres et devraient se maintenir sur un rythme similaire. La demande de crédits à la consommation et pour le logement, en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, est également un facteur de soutien de l'activité en France.

B) Le contexte des collectivités locales

La loi de finances pour 2020 s'inscrit dans une relative stabilité des dotations et des mesures de soutien à l'investissement, se concentrant sur sa mesure phare, la suppression de la taxe d'habitation et la réforme fiscale qui en découle.

Ainsi, 80 % des français payent pour la dernière fois la taxe d'habitation sur leur résidence principale en 2019, et en 2022 pour les 20 % des foyers les plus aisés.

Au début du prochain mandat municipal c'est-à-dire en 2021, la compensation des collectivités sera intégrale et pérenne. Dans un souci de lisibilité de la fiscalité locale, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sera totalement attribuée au bloc communal. En effet, la part départementale de la TFPB sera reversée aux communes en contrepartie. Afin que le supplément de TFPB corresponde avec le montant de TH perdu par la commune, le niveau de recettes de TFPB sera modulé à la hausse ou à la baisse par un coefficient correcteur qui n'évoluera plus par la suite. La commune restera libre de fixer le taux de taxe foncière. Le montant de la compensation sera établi sur les taux adoptés pour 2017 et sur les bases fiscales de 2020.

Alors que le niveau global de Dotation Globale de Fonctionnement reste stable en 2020 avec un montant de 26,802 milliards d'euros, la dotation de la commune subit en 2019 un nouvel écrêtement :

2015	2016	2017	2018	2019
606 417 €	539 883 €	516 605 €	505 804 €	496 373

En 2019, la DGF des communes en France est en baisse pour 53,3 % des communes contre 47 % en 2018 et en hausse pour seulement 45,7 % des communes contre 52 % en 2018.

Dans l'Allier, cette baisse concerne un peu plus de 68 % des communes en 2019 contre 64 % en 2018. Depuis 2014, le montant total de DGF des communes de l'Allier a baissé de 17 973 902 €.

Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases des valeurs locatives sera de 0,9 % en 2020 contre 2,2 % en 2019. La version initiale de la loi de finances pour 2020 prévoyait même d'instituer la non-application de cette revalorisation. Face à l'opposition des associations des élus, cette mesure a été abandonnée.

D'après une récente étude, l'année 2019 a marqué une belle reprise de l'investissement du secteur public local et notamment du bloc communal. Ainsi, les communes ont investi 11 % de plus et les intercommunalités 8,9 % de plus qu'en 2018.

C) Le contexte local

Suite au recensement de la population qui s'est déroulé en janvier 2018, le nombre d'habitants de la commune a été réactualisé comme suit :

	Au 01.01.2018	Au 01.01.2019	Au 01.01.2020
Population totale	**3 819**	**3 774**	**3 722**
Dont population municipale	3 739	3 694	3 656
Dont population comptée à part	80	80	66

Une demande de renseignements a été adressée aux services de l'INSEE pour vérifier les chiffres calculés au 1er janvier 2020.

L'évolution annuelle des demandeurs d'emploi fait apparaître une diminution d'environ 8 % sur l'année 2019.

Janvier 2016	253	Décembre 2016	253
Janvier 2017	261	Décembre 2017	267
Janvier 2018	268	Décembre 2018	246
Janvier 2019	248	Décembre 2019	228 *

* dont 157 indemnisables et 71 non indemnisables

Le bilan des autorisations d'urbanisme délivrées est le suivant :

BILAN DES DOSSIERS TRAITÉS EN URBANISME

CERTIFICATS D'URBANISME

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Opérationnel Positif	9	9	4	5	6	6	8	5	6
Opérationnel Négatif	1	2	3	4	1	2	2	1	0
Informatif	134	90	91	109	103	108	112	120	115
Opérationnel annulé, rejeté ou en cours	0	0	1	0	0	0	0	4	0
Total	144	101	99	118	110	116	122	130	121

PERMIS DE CONSTRUIRE

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PC maison individuelle	17	12	7	7	5	2	5	6	5
PC modificatif	5	4	3	3	2	3	4	1	2
PC divers	6	1	7	7	5	4	2	3	7
Permis de démolir	0	0	1	1	0	0	2	1	0
Permis de lotir ou d'aménager	1	2	1	1	0	1	0	1	0
Autorisation de travaux (ERP)	1	0	0	2	9	3	0	0	1
Total	**29**	**19**	**19**	**19**	**12**	**10**	**13**	**12**	**14**

DÉCLARATIONS PRÉALABLES

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Déclaration préalable	55	47	45	46	43	45	62	46	58

DÉCLARATION D'INTENTION D'ALIÉNER

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DIA	69	42	52	56	51	52	70	73	84

Les effectifs scolaires dans les écoles d'après les prévisions connues à ce jour sont les suivants :

	Maternelle	Aures	Ch-L. Philippe	Total écoles primaires	Collège
2017-2018	137	103	126	229	322
2018-2019	133	112	110	225	325
2019-2020	124	104	111	215	337
2020-2021 (prévision)	134	106	106	212	340

Les statistiques d'état-civil des trois dernières années font apparaître les chiffres suivants :

	Naissances	Décès	Mariages	PACS à compter du 01.11.17
2017	39	49	16	2
2018	33	56	18	10
2019	28	47	7	9

La fréquentation moyenne de l'accueil périscolaire s'établit comme suit depuis la rentrée scolaire de septembre :

	Matin	Soir	Mercredi matin	Mercredi après-midi
Maternelle	13	17	13	10
Primaires	25	33	23	16
Collège	2	1	1	1

La restauration scolaire à l'école maternelle connaît depuis la rentrée 2019-2020 une augmentation de ses effectifs avec une fréquentation moyenne de 63 enfants contre 50 pendant l'année scolaire 2018-2019.
Par contre, on compte une baisse du nombre d'élèves de l'école des Aures avec une moyenne de 60 contre 67 l'année précédente et de l'école Charles-Louis Philippe avec une moyenne de 75 contre 84 l'année précédente.
Le mercredi, la cantine de l'accueil périscolaire accueille toujours une vingtaine d'élèves, écoles maternelle et primaires confondues.

IV. Analyse de la situation financière de la commune en fonctionnement

La situation budgétaire prévisionnelle de la commune arrêtée au 31 décembre 2019, après analyse des premiers éléments du compte administratif, fait apparaître un taux de réalisation à hauteur de 85,62 % en dépenses et 99,69 % en recettes.

La section de fonctionnement ferait apparaître un excédent de 477 119 €.

La présentation d'une série de tableaux de ratios fait apparaître les éléments de la structure budgétaire de la commune en comparaison avec d'autres communes de même strate.

A. *Dépenses de fonctionnement (- atténuation de charges)*

TOTAL DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
	2 732 426,76	2 823 608,64	2 874 126,35	2 763 973,16	2 781 913,64	2 816 638,24

Montant en euro par habitant (réel + ordre)	Région	Département	Communes de 3500 à 5000 hab.	St-Germain
2016	892	932	916	775
2017	890	944	917	737
2018	877	918	911	737
2019 prévisionnel	NC	NC	NC	727

A l'intérieur de ces dépenses de fonctionnement, les charges de personnel représentaient 54,15 % en 2018 et 56,20 % en 2019.

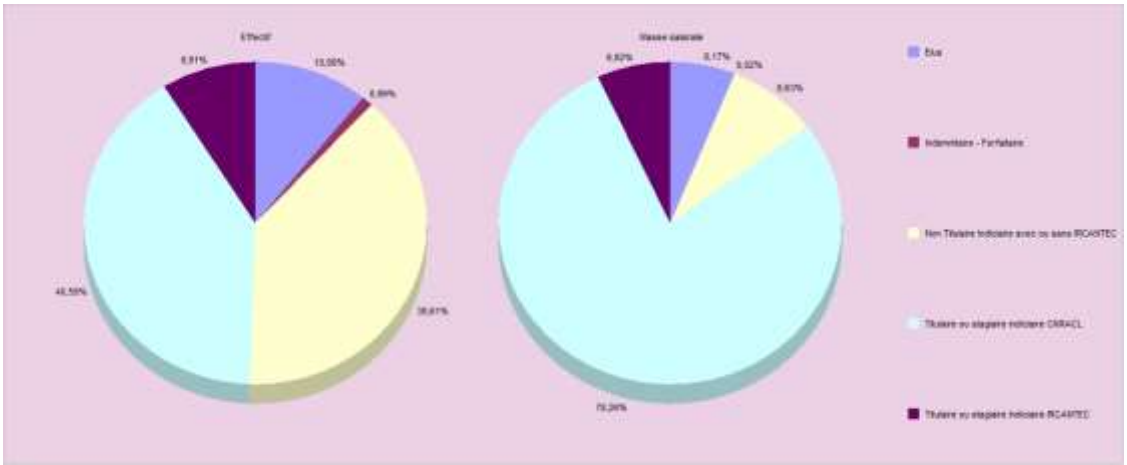
Charges de personnel SGDF **hors atténuation de charges ***	Euros	
2016	1 484 623	+ 1,59 %
2017	1 476 737	- 0,53 %
2018	1 622 407	+ 9,86 %
2019	1 627 526	+ 0,315 %

* atténuation de charges (remboursement des salaires par assurance)

2016 : 46 518 €
2017 : 58 614 €
2018 : 155 530 €
2019 : 153 527 €

***Evolution des charges de personnel* (CH 012 – att. de charges)**

En euros par habitant	Région	Département	Communes de 3500 à 5000 hab.	St-Germain
2016	394	505	441	381
2017	401	517	447	371
2018	395	508	442	384
2019 prévisionnel	NC	NC	NC	390



En 2019, on note une stabilité des charges de personnel malgré l'absentéisme de longue durée nécessitant le recrutement d'agents contractuels pour assurer le remplacement.

Les orientations budgétaires en matière de charges de personnel devront tenir compte :

- de la poursuite du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) qui revalorise depuis 2016 les grilles indiciaires de rémunération des fonctionnaires. Elle impacte majoritairement les agents de catégorie C au 1erjanvier 2020 ;
- de la reprise en régie du service d'entretien d'espaces verts avec le recrutement de deux agents supplémentaires, dépense compensée par la suppression des charges liées au contrat de l'entreprise Moisan ;
- du recrutement d'un second chef d'équipe pour encadrer ce service et d'un adjoint administratif à la mairie ;
- de l'évolution de la carrière des agents et de leur avancement d'échelon ou grade ;
- du remplacement de plusieurs agents en congé de longue durée, non couvert par notre contrat d'assurance statutaire conclu avant le 1er janvier 2020 ;
- de l'augmentation des crédits à prévoir suite à la conclusion d'un nouveau contrat d'assurance statutaire couvrant le risque d'arrêts maladie de longue durée ;
- du financement des formations obligatoires des agents du service technique et des agents de police municipale ;
- du financement du BAFD (2ème partie) pour la directrice de l'accueil périscolaire ;
- en ce qui concerne les charges patronales, aucune augmentation de taux à prévoir.

Evolution des dépenses réelles de charges de personnel exprimées en valeur :

Chapitre Article	Libellé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**1 319 461,80**	**1 461 368,13**	**1 484 623,23**	**1 476 737,31**	**1 622 407,37**	**1 627 526,29**
6218	Autres personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	2 177,57	0,00
6331	Versement de transport	5 724,70	6 381,13	6 463,46	6 536,03	7 008,57	7 188,43
6332	Cotisations versées au FNAL	4 128,17	4 558,35	4 616,71	4 668,85	5 006,37	5 135,14
6336	Cotisations au centre national et CNFPT	14 810,50	16 745,85	15 998,13	16 480,58	17 804,57	18 197,48
6338	Autres impôts,taxes&vers.assimilés sur rémuner.	2 476,85	2 735,06	2 770,04	2 801,20	3 004,19	3 081,00
64111	Rémunération principale	687 032,16	786 116,34	799 954,57	778 474,72	852 007,70	882 891,31
64112	NBI,supp. fam. de traite. & indemnité de résidence	11 955,85	12 519,23	12 546,20	10 612,51	9 126,69	8 053,57
64118	Autres indemnités	99 942,55	104 818,63	100 946,50	99 366,55	121 401,38	124 726,67
64131	Rémunération	58 580,16	58 425,73	50 257,78	100 750,06	97 385,96	106 140,84
64162	Emplois d'avenir	35 220,80	27 897,79	36 310,19	14 062,79	8 878,59	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	7 777,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	146 389,12	158 922,81	158 544,82	169 784,69	171 968,39	178 937,96
6453	Cotisations aux caisses de retraite	197 165,91	243 169,32	242 029,00	237 522,36	296 247,77	259 029,46
6454	Cotisations aux ASSEDIC	6 608,61	5 525,80	5 531,72	7 107,90	5 115,42	4 176,94
6455	Cotisations pour assurance du personnel	28 084,50	21 796,64	35 283,09	20 402,19	19 704,80	21 521,09
6456	Versement au FNC du supplément familial	3 314,00	166,00	0,00	0,00	0,00	903,00
6458	Cotisations aux organismes sociaux	2 979,09	2 952,00	3 021,00	2 951,00	3 184,00	3 208,00
64731	Versées directement	0,00	5 695,60	6 736,52	1 947,18	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 870,00	2 453,60	2 076,40	2 833,70	1 298,00	952,00
6488	Autres charges	5 401,66	488,25	1 537,10	435,00	1 087,40	3 383,40

Autres charges de fonctionnement

Les premiers éléments de fin d'exercice 2019 font apparaître les éléments suivants concernant les principales charges de fonctionnement :

	2017	2018	2019	Evolution 2018/2019
Charges à caractère général	765 816	766 080	756 748	- 1,22 %
Charges de gestion courante	328 169	281 464	331 082	+ 17,63 %
Charges financières (intérêts d'emprunts - ICNE opérations d'ordre)	116 357	85 786	74 954	- 12,63 %

L'évolution 2018/2019 des charges de gestion courante est principalement liée à la contribution de la commune au SDE 03 au titre des travaux qui était de :

59 926 € en 2018 108 824 € en 2019

et passerait à 85 832 € en 2020 (éclairage public Moulières, Rue de Moulins et Vignauds)

Une baisse d'environ 9 % des intérêts d'emprunts est prévue cette année.

Evolution des principales charges de fonctionnement (en euros pas habitant)

- ✓ **Achats et charges externes (CH 011 sauf articles 63)**

	Région	Département	Communes de 3500 à 5000 hab.	St-Germain
2016	232	213	236	203
2017)	235	216	236	198
2018	238	200	241	198
2019 prévisionnel	NC	NC	NC	198

Evolution des dépenses réelles de charges à caractère général exprimées en valeur :

Chapitre Article	Libellé	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
011	**Charges à caractère général**	**856 727,22**	**800 163,05**	**776 616,39**	**765 816,37**	**766 080,01**	**756 748,24**
60611	Eau et assainissement	4 887,39	13 614,55	9 807,32	9 172,91	9 058,73	9 493,90
60612	Energie - Electricité	184 092,02	202 451,72	173 220,23	189 582,45	155 446,96	167 344,41
60621	Combustibles	3 974,13	2 806,78	2 780,96	2 819,74	3 002,86	3 025,40
60622	Carburants	19 659,49	16 279,90	16 129,19	21 284,50	27 294,75	24 437,04
60623	Alimentations	94 228,47	91 865,00	98 057,33	102 613,67	99 034,09	92 304,20
60628	Autres fournitures non stockées	302,94	139,58	110,55	342,66	330,50	271,89
60631	Fournitures d'entretien	6 781,33	5 825,33	7 002,27	5 319,40	6 996,53	6 967,84
60632	Fournitures de petit équipement	35 458,70	39 169,53	35 201,23	35 735,08	44 685,46	45 923,26
60633	Fournitures de voirie	16 193,51	11 182,82	10 710,89	10 639,62	17 298,69	22 129,97
60636	Vêtements de travail	2 504,61	2 412,01	1 067,78	1 334,14	3 085,47	3 318,78
6064	Fournitures administratives	3 814,88	2 628,91	2 582,21	3 247,65	1 896,87	2 476,94
6067	Fournitures scolaires	19 475,49	19 149,08	18 992,78	19 069,38	19 319,13	18 148,80
6068	Autres matières et fournitures	50 587,10	44 024,76	44 469,66	29 086,85	30 615,62	36 657,11
611	Contrats de prestations de services	8 325,30	8 373,78	8 247,83	8 047,12	7 776,56	7 601,56
6132	Locations immobilières	115,56	115,56	114,73	114,73	114,73	118,42
6135	Locations mobilières	31 760,14	34 220,37	32 371,95	30 713,53	35 513,74	36 351,03
61521	Terrains	90 979,34	81 166,32	86 286,52	106 515,40	100 265,75	109 986,03
61522	Bâtiments	74 701,05	50 285,50	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	51 511,53	38 942,57	27 903,28	21 563,03
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	424,76	3 124,81	1 914,62	307,08
61523	Voies et réseaux	5 817,15	9 197,30	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Voiries	0,00	0,00	11 415,38	9 730,25	19 883,86	13 129,99
61551	Matériel roulant	11 618,96	5 852,24	13 638,94	3 473,42	5 790,93	4 560,60
61558	Autres biens mobiliers	17 557,94	7 037,89	6 007,85	2 229,31	7 720,94	8 549,94
6156	Maintenance	29 460,40	28 979,85	27 425,39	26 925,66	27 446,18	27 810,25
616	Primes d'assurances	20 470,17	19 532,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	19 328,69	19 423,70	21 111,97	20 389,33
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	146,03	151,48
6182	Documentation générale et technique	3 283,67	3 321,53	3 079,92	2 243,69	2 472,67	1 807,29
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	993,43	1 346,48	1 276,33	1 259,57	863,72	740,10
6226	Honoraires	144,00	198,95	977,60	1 797,09	3 540,00	4 001,08
6228	Divers	3 773,42	3 210,24	3 253,04	3 098,00	2 127,93	443,92
6231	Annonces et insertions	3 480,33	0,00	524,26	238,17	785,71	169,82
6232	Fêtes et cérémonies	1 002,50	1 002,90	900,60	723,00	1 018,94	855,21
6236	Catalogues et imprimés	11 236,48	13 936,70	9 146,95	8 561,75	4 518,49	6 409,67
6241	Transports de biens	980,51	887,89	722,01	480,68	475,50	431,04
6251	Voyages et déplacements	578,86	649,32	809,92	817,50	829,46	1 800,61
6257	Réceptions	0,00	0,00	33 561,62	14 583,65	31 829,45	16 070,81
62571	Réceptions	10 401,91	9 805,49	0,00	0,00	0,00	0,00
62572	Spectacles	32 929,35	22 624,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	8 241,88	8 145,71	7 122,62	5 093,19	5 032,45	4 634,78
6262	Frais de télécommunications	11 895,55	11 556,90	11 277,30	12 515,99	12 055,46	12 174,97
627	Services bancaires et assimilés	91,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	1 071,29	1 086,14	1 085,06	1 084,25	1 134,60	1 121,72
62876	Au GFP de rattachement	18 530,66	15 926,62	16 017,51	23 304,55	15 206,15	14 159,81
62878	Rembt de frais à d'autres organismes	112,71	0,00	0,00	748,73	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	450,33	581,03	793,68	351,25	1 117,23	675,13
63512	Taxes foncières	10 045,00	9 296,00	8 886,00	8 959,00	9 142,00	7 958,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	276,00	276,00	276,00	467,76	276,00	276,00
6358	Autres droits	141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts,taxes&vers.assimilés (autres org.)	4 301,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Evolution des dépenses réelles de charges de gestion courante exprimées en valeur :

Chapitre Article	Libellé	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
65	**Autres charges de gestion courante**	**409 301,08**	**406 948,23**	**463 924,42**	**328 169,48**	**281 463,79**	**331 082,14**
6531	Indemnités	87 405,09	89 136,72	89 404,26	90 281,96	90 183,12	90 235,18
6532	Frais de mission	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	4 148,05	4 492,09	4 619,48	4 747,53	4 737,94	4 720,00
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	8 759,64	8 683,12	8 714,19	8 904,13	8 901,27	8 928,44
6535	Formation	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. au fond de financ. de l'alloc. fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,47
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	42,90	1 573,28	14,80	0,00	571,40
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	1 097,71	0,00	0,00
65548	Contributions aux organismes de regroupement	207 380,74	210 867,32	255 834,85	138 570,65	94 146,48	142 604,05
657358	Autres groupements	2 846,69	3 139,90	3 174,26	3 286,80	3 365,10	4 648,48
657362	CCAS	11 500,00	11 500,00	11 500,00	11 500,00	11 500,00	11 500,00
6574	Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de droits privé	87 170,54	78 934,95	89 104,10	69 765,90	68 629,46	67 692,16
658	Charges diverses de la gestion courante	0,33	1,23	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,42	1,96

- ✓ **<u>Charges financières</u> (CH. 66)**

	Région	Département	Communes de 3500 à 5000 hab.	St-Germain
2015	33	30	37	36
2016	55	27	37	32
2017	28	28	25	46
2018	25	21	23	22
2019 prévisionnel	NC	NC	NC	20

Evolution des dépenses réelles de charges financières exprimées en valeur :

Chapitre Article	Libellé	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
66	**Charges financières**	**133 122,66**	**136 098,37**	**118 936,75**	**174 262,37**	**85 786,07**	**74 953,57**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	134 874,28	136 957,97	123 390,79	118 830,21	88 792,13	77 210,25
661121	ICNE de l'exercice N	40 631,48	37 879,27	32 867,86	21 111,48	17 363,33	14 573,43
661122	ICNE de l'exercice N-1	-43 883,10	-40 631,48	-37 879,27	-32 867,86	-21 111,48	-17 363,33
6615	Intérêts des comptes courants&de dépôts créditeurs	0,00	0,00	0,00	0,00	363,47	193,70
668	Autres charges financières	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339,52
6681	Indem. remboursement anticipé d'emprunt à risque	0,00	0,00	0,00	64 671,96	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	1 892,61	557,37	2 516,58	378,62	0,00

Globalement, grâce à la maîtrise des charges à caractère général, des charges de personnel et des charges financières, les dépenses de fonctionnement n'ont augmenté que de + 1,25 %.

B. *Recettes de fonctionnement (- atténuation de produits : FPIC = 22 337 €)*

TOTAL RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
	3 412 519,99	3 327 061,66	3 266 309,17	3 284 779,27	3 497 688,04	3 362 741,38

En euros par habitant (réel + ordre)	Région	Département	Communes de 3500 à 5000 hab.	Saint-Germain
2016	1 051	1 023	1 050	853
2017	1 023	1 050	1 052	843
2018	974	1 026	1 012	847
2019 prévisionnel	NC	NC	NC	887

Evolution des dotations sur les trois derniers exercices :

Article	Libellé	**Réalisé 2017**	**Réalisé 2018**	**Réalisé 2019**
74121	Dotation forfaitaire	516 605 €	505 804 €	496 373
74121	Dotation de solidarité rurale	215 558 €	219 096 €	223 067
74127	Dotation nationale de péréquation	35 333 €	31 800 €	28 620
748313	Dotation de compensation de la réforme de la TP	40 721 €	40 721 €	38 768
74834	Etat-compensation au titre des exonérations TF	4 673 €	4 446 €	4 427
74835	Etat-compensation au titre des exonérations TH	114 339 €	85 433 €	86 814
	TOTAL	891 896 €	887 300 €	878 069

Au moment de la rédaction de ce document, l'évolution de la contribution communale au titre du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales n'est pas encore connu des services de l'agglomération

L'attribution de compensation annuelle versée par Vichy Communauté suite au transfert de charges reste stable à 535 639 €.

Les recettes réelles totales de fonctionnement continuent de baisser (environ – 3,85 %), ce qui réduit de plus en plus les marges de manœuvre de notre collectivité.

Evolution des recettes réelles exprimées en valeur :

Chapitre Article	Libellé	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
013	**Atténuations de charges**	**13 865,30**	**44 241,34**	**46 597,89**	**58 614,41**	**155 530,51**	**153 526,66**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	13 865,30	44 241,34	46 518,28	58 614,41	155 530,51	153 526,66
6459	Remb. sur charges Sécurité Sociale et Prévoyance	0,00	0,00	79,61	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, domaine et ventes diverses**	**183 437,54**	**174 860,57**	**186 421,86**	**207 994,64**	**240 084,76**	**203 243,72**
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	8 838,00	8 296,00	7 394,00	6 230,00	6 138,00	8 283,34
70312	Redevances funéraires	280,00	338,00	232,00	83,00	60,00	75,00
70323	Redevance d'occupation du dom.public communal	4 808,26	1 282,00	4 793,84	4 755,53	4 775,12	5 085,15
7062	Redevances & droits des serv. à caractère culturel	8 052,00	8 995,00	12 534,00	2 686,00	16 176,00	2 587,00
7067	Redev.&droits des serv.péri-scolaire&enseignement	116 058,90	111 129,84	118 094,94	124 799,25	120 109,80	113 530,85
70688	Autres prestations de service	5 830,00	6 050,00	6 930,00	6 875,00	5 280,00	5 280,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	13 668,00	14 067,54	14 521,05
70846	au GFP de rattachement	18 942,76	20 801,56	14 577,93	16 946,39	13 142,67	13 653,28
70875	par les communes membres du GFP	164,46	0,00	0,00	13 273,98	21 261,40	16 021,49
70876	par le GFP de rattachement	13 061,71	11 875,75	13 999,20	12 459,71	15 933,47	14 528,00
70878	par d'autres redevables	7 401,45	6 092,42	7 865,95	6 217,78	23 140,76	9 678,56
73	**Impôts et taxes**	**1 834 861,06**	**1 879 501,35**	**1 884 593,23**	**1 896 058,84**	**1 914 427,27**	**1 941 030,17**
73111	Taxes foncières et d'habitation	1 162 366,00	1 201 599,00	1 201 341,00	1 201 191,00	1 221 698,00	1 256 360,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	1 409,00	0,00	0,00	0,00
7321	Attribution de compensation	544 164,00	544 164,00	540 331,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	543 639,00	535 639,00	535 639,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	77 443,00	77 360,00	77 419,00
73223	Fds de péréquation des ress com et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	6 456,00	3 991,00
7323	FNGIR	77 443,00	77 443,00	77 443,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	5 004,30	5 082,42	3 879,78	5 317,40	3 696,54	3 597,48
7343	Taxe sur les pylônes électriques	17 168,00	17 584,00	18 032,00	18 544,00	18 944,00	19 424,00
7368	Taxe locale sur la publicité extérieure	119,08	23,59	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxe addit.aux droits de mut.ou taxe pub.foncière	28 596,68	33 605,34	42 157,45	49 924,44	50 633,73	44 599,69
74	**Dotations, subventions et participations**	**1 117 037,17**	**1 072 840,11**	**1 013 872,21**	**1 039 056,25**	**1 008 018,32**	**958 911,28**
7411	Dotation forfaitaire	669 347,00	606 417,00	539 883,00	516 605,00	505 804,00	496 373,00
74121	Dotation de solidarité rurale	171 908,00	188 495,00	200 962,00	215 558,00	219 096,00	223 067,00
74127	Dotation nationale de péréquation	41 480,00	40 581,00	39 259,00	35 333,00	31 800,00	28 620,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	7 787,63	7 566,67
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	5 260,00	0,00	0,00	0,00
7461	D.G.D.	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	26 016,96	20 405,28	26 071,10	10 546,90	6 743,11	0,00
74718	Autres	16 317,74	23 555,05	19 365,49	39 683,36	26 983,98	19 389,35
7473	Départements	17 010,48	16 602,20	15 146,20	15 996,20	15 646,20	14 302,80
74751	GFP de rattachement	2 400,00	2 400,00	2 400,00	2 400,00	1 260,00	0,00
7478	Autres organismes	37 504,99	44 805,58	50 430,42	41 376,79	50 836,40	39 583,46
748313	Dotation de compensation de la réforme de la TP	40 721,00	40 721,00	40 721,00	40 721,00	40 721,00	38 768,00
748314	Dotation unique compensations spécifiques à la TP	10 458,00	6 909,00	5 860,00	1 824,00	0,00	0,00
74834	Etat-Compens.au titre exonérations taxes foncières	12 996,00	9 823,00	8 928,00	4 673,00	4 446,00	4 427,00
74835	Etat-Compens.au titre exonérations taxes d'habita.	70 877,00	72 126,00	59 586,00	114 339,00	85 433,00	86 814,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 461,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**74 711,37**	**67 871,57**	**79 683,04**	**74 082,40**	**77 248,10**	**81 669,28**
752	Revenus des immeubles	67 803,37	57 003,54	65 913,00	61 676,20	63 704,00	67 347,48
758	Produits divers de gestion courante	6 908,00	10 868,03	13 770,04	12 406,20	0,00	0,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	13 544,10	14 321,80
76	**Produits financiers**	**9,48**	**7,57**	**8,78**	**8,18**	**8,78**	**8,78**
7688	Autres	9,48	7,57	8,78	8,18	8,78	8,78
77	**Produits exceptionnels**	**188 598,07**	**87 739,15**	**55 132,16**	**8 964,55**	**102 370,30**	**24 351,49**
7713	Libéralités reçues	0,00	325,00	801,00	300,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés ou atteints déchéance quadriennale	40,00	0,00	130,00	1 526,13	0,00	688,20
775	Produits des cessions d'immobilisations	121 991,54	74 148,00	8 000,00	3 000,00	100 841,76	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	66 566,53	13 266,15	46 201,16	4 138,42	1 528,54	23 663,29
042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**47 039,87**	**40 328,10**	**28 470,78**	**14 401,60**	**43 768,04**	**9 408,35**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	28 186,01	14 261,43	20 018,25	9 268,18
776	Diff.sur réalisations(-)repris.au cpte de résultat	46 639,16	39 992,35	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff.sur réalisations (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	23 609,62	0,00
777	Quote-part des subv.d'inv.transf.au cpte de résul.	400,71	335,75	284,77	140,17	140,17	140,17
	TOTAL	**3 459 559,86**	**3 367 389,76**	**3 294 779,95**	**3 299 180,87**	**3 541 456,08**	**3 372 149,73**

C. *La Fiscalité* (cf tableau Annexe 1)

L'évolution des impôts et taxes pour les trois dernières années est la suivante (chapitre 73 qui comprend TF/TH, attribution de compensation Vichy Communauté, FNGIR, droits de place, taxe sur les pylônes électriques, taxe additionnelle sur les droits de mutation) :

- 2016 : 1 884 593 €
- 2017 : 1 896 058 €
- 2018 : 1 914 427 €
- 2019 : 1 941 030 €

Parmi ces recettes, les produits des trois taxes votées par le conseil municipal sont les suivants :

2018 pour mémoire	Taxe d'habitation	Taxe foncière bâtie	Taxe foncière non bâtie
Taux	13,25	22,88	40,91
Bases	3 548 000	3 216 000	37 900
Produits	470 110	735 821	15 505

Soit un produit total attendu de 1 221 436 € pour un total réel encaissé de 1 221 698 €.

2019	Taxe d'habitation	Taxe foncière bâtie	Taxe foncière non bâtie
Taux	13,25	22,88	40,91
Bases	3 630 000	3 282 000	38 800
Produits	480 975	750 922	15 873

Soit un produit total attendu de 1 247 770 € pour un total réel encaissé de 1 256 360 € (taxes foncières et d'habitation).

✓ **Le potentiel fiscal 4 taxes/Population DGF**

En euros par habitant	Communes de 3500 à 5000 habitants	Saint-Germain
2016	823	688
2017	832	718
2018	848	749
2019	858	775

Le potentiel fiscal de la commune reste toujours en-dessous de la moyenne des communes de la même strate.

Quelques données socio-démographiques confirment que le revenu fiscal moyen/foyer est en-deçà de la moyenne :

Années 2017/2018	Saint-Germain		Moyenne départementale		Moyenne régionale		Moyenne nationale	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Nombre de foyers fiscaux	2142	2143						
Part des foyers NON IMPOSABLES	69,7%	68,6 %	61,4%	61,3 %	53,3%	52,4 %	56,2%	55,8 %
Revenu fiscal moyen par foyer	19 553€	19 619€	22 068€	21 976€	29 721€	30 602€	26 808€	27 147€

D. *Les emprunts (en euros)*

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
850 000	1 075 000	900 000	390 000 €	406 000 €	0 €	0 €

Evolution de l'encours de la dette par habitant (en euros)

	Montants en euros par habitant pour la catégorie démographique au 31.12		
	la commune	le département	la région
2015	1 389	977	840
2016	1 359	952	856
2017	1 329	903	860
2018	1 190	845	833

A ce jour, l'encours de la dette s'élève à 4 039 548,41 €.

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Total versement	Capital restant
2018	5 075 472,30	531 487,76	88 792,13	620 279,89	4 543 984,54
2019	4 543 984,54	504 436,13	77 210,25	581 646,38	4 039 548,41
2020	4 039 548,41	456 675,89	71 003,68	527 679,57	3 582 872,52
2021	3 582 872,52	390 444,49	66 817,18	457 261,67	3 192 428,03
2022	3 192 428,03	366 525,05	60 012,57	426 537,62	2 825 902,98
2023	2 825 902,98	368 527,56	54 190,79	422 718,35	2 457 375,42
2024	2 457 375,42	370 587,49	48 340,57	418 928,06	2 086 787,93
2025	2 086 787,93	372 706,76	42 425,51	415 132,27	1 714 081,17
2026	1 714 081,17	351 554,23	36 479,30	388 033,53	1 362 526,94
2027	1 362 526,94	345 818,25	31 263,88	377 082,13	1 016 708,69
2028	1 016 708,69	274 923,00	26 364,50	301 287,50	741 785,69
2029	741 785,69	236 464,13	24 256,03	260 720,16	505 321,56
2030	505 321,56	238 042,31	22 826,84	260 869,15	267 279,25
2031	267 279,25	97 505,47	3 561,46	101 066,93	169 773,78
2032	169 773,78	69 773,78	2 296,60	72 070,38	100 000,00
2033	100 000,00	40 000,00	1 385,50	41 385,50	60 000,00
2034	60 000,00	40 000,00	733,50	40 733,50	20 000,00
2035	20 000,00	20 000,00	122,25	20 122,25	0,00

En section de fonctionnement, l'effort pour 2020 est de contenir l'augmentation des charges et d'optimiser les recettes afin de dégager un excédent de fonctionnement maximum pour financer les dépenses d'investissement engagées.

V. Analyse de la situation financière de la commune en investissement

La situation budgétaire prévisionnelle de la commune arrêtée au 31 décembre 2019, après analyse des premiers éléments du compte administratif, ferait apparaître un taux de réalisation à hauteur de 77 % en dépenses et 56 % en recettes.

La section d'investissement serait déficitaire de 395 336 €.

A. *Dépenses d'investissement*

Les programmes commencés en 2019 seront portés en restes à réaliser afin de parfaire leur achèvement pour les montants qui sont actuellement engagés mais non réglés pour un montant total de 332 094 € :

- Divers bâtiments 4 748 €
- Travaux voiries 157 453 €
- Environnement 1 088 €
- Lotissement les Moulières 3 200 €
- Accessibilité handicapés 439 €
- OPAH 4 734 €
- HLM Clos les Vignauds 81 379 €
- Reconquêtes Centre Bourg CD03 77 553 €
- Revitalisation Centre Bourg Massif Central 1 500 €

B. *Recettes d'investissement*

Les crédits en recettes faisant l'objet de reports sur le budget 2020 correspondent au montant des subventions engagées en 2019 mais non encaissées pour un montant total de 268 603 € :

- Travaux voiries 137 765 €
- Accessibilité handicapés 2 838 €
- HLM Clos les Vignauds 55 112 €
- Reconquête Centre Bourg CD 03 41 315 €
- Programme financier 31 573 €

L'évolution des dépenses et recettes en section d'investissement sont présentées ci-après :

Chapitre Article	Libellé DÉPENSES	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
16	**Emprunts et dettes assimilés**	**434 219,93**	**490 361,59**	**513 798,51**	**2 100 523,35**	**531 987,81**	**504 930,13**
1641	Emprunts en euros	433 719,93	489 761,59	510 798,51	2 099 423,35	531 487,81	504 436,13
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	600,00	3 000,00	1 100,00	500,00	494,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 440,00**	**203,57**	**15 088,33**	**1 872,00**	**21 180,00**	**46 939,03**
202	Frais liés doc. urbanisme & numérisation cadastre	0,00	203,57	14 628,00	1 872,00	21 180,00	16 415,55
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 152,18
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	460,33	0,00	0,00	371,30
2088	Autres immobilisations incorporelles	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	695,57	2 000,00	1 655,00	1 500,00	23 016,90	2 288,40
20422	Bâtiments et installations	695,57	2 000,00	1 655,00	1 500,00	23 016,90	2 288,40
21	**Immobilisations corporelles**	**109 489,34**	**53 374,20**	**60 003,10**	**72 884,41**	**55 662,87**	**72 157,56**
2111	Terrains nus	25 891,97	1 715,48	2 425,84	0,00	10 356,08	1 460,92
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 153,67	5 401,80	3 532,68	1 953,00	1 749,60	1 012,80
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	9 157,61	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	9 021,76	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	7 904,36	14 440,41	4 560,27	36 220,42	10 038,38	10 645,85
2158	Autres install., matériel et outillage techniques	0,00	0,00	31 033,40	4 869,00	3 673,11	4 612,03
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	12 934,68	16 037,53	9 881,63	9 121,85	5 423,61	3 002,99
2184	Mobilier	218,29	1 573,69	4 025,98	5 040,16	3 584,52	5 675,09
2188	Autres immobilisations corporelles	34 386,37	14 205,29	4 543,30	15 679,98	2 658,20	21 747,88
23	**Immobilisations en cours**	**2 013 236,21**	**1 325 255,58**	**841 140,02**	**768 950,90**	**539 059,10**	**546 957,39**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 340,00
2313	Constructions	1 030 854,26	511 316,10	515 163,27	491 313,50	155 708,33	124 982,90
2315	Installation, matériel et outillage techniques	982 381,95	813 939,48	325 976,75	277 637,40	383 350,77	410 634,49
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 007,32**	**19 164,65**
27638	Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	5 007,32	19 164,65
001	**Déficit d'investissement reporté**	**240 091,34**	**400 244,21**	**72 072,35**	**210 779,03**	**182 008,74**	**265 106,98**
001	Déficit d'investissement reporté	240 091,34	400 244,21	72 072,35	210 779,03	182 008,74	265 106,98
040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**47 039,87**	**40 328,10**	**28 470,78**	**14 401,60**	**43 768,04**	**9 408,35**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	144,60	0,00	0,00	0,00
13912	Régions	130,00	65,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Départements	33,67	33,67	33,67	33,67	33,67	33,67
13918	Autres	237,04	237,08	106,50	106,50	106,50	106,50
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immob.	46 639,16	39 992,35	0,00	0,00	23 609,62	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	28 186,01	14 261,43	20 018,25	0,00
2315	Installation, matériel et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 268,18
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**33 852,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	12 324,66	0,00	0,00	0,00
2315	Installation, matériel et outillage techniques	0,00	0,00	21 528,00	0,00	0,00	0,00
		2 846 212,26	**2 311 767,25**	**1 566 080,75**	**3 170 911,29**	**1 401 690,78**	**1 466 952,49**

Chapitre Article	Libellé RECETTES	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
10	**Dotations, fonds divers et reserves**	**795 199,94**	**771 500,56**	**533 856,84**	**451 191,99**	**551 750,81**	**638 534,63**
10222	FCTVA	247 235,96	329 537,41	225 135,07	153 874,79	139 883,85	90 361,86
10223	TLE	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	6 901,10	12 677,33	3 751,55	5 894,70	5 916,07	2 805,24
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	541 055,88	429 285,82	304 970,22	291 422,50	405 950,89	545 367,53
13	**Subventions d'investissement reçues**	**276 820,83**	**329 383,44**	**260 217,12**	**360 355,72**	**370 153,08**	**272 906,40**
1311	Etat et établissements nationaux	0,00	144,60	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	1 791,36	0,00	29 675,54
13151	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 012,00
1318	Autres	1 065,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Etats et établissements nationaux	523,85	18 448,00	44 951,57	87 201,00	65 105,38	7 178,75
1322	Régions	0,00	0,00	15 702,00	9 857,00	53 382,00	55 058,85
1323	Départements	135 338,13	259 768,68	118 958,10	130 923,87	158 532,13	52 510,25
13251	GFP de rattachement	50 677,50	50 000,00	0,00	118 444,49	64 335,25	87 737,73
1328	Autres	3 000,00	0,00	8 326,25	0,00	5 090,00	1 710,00
1341	Dotation d'équipement des territoires ruraux	72 450,00	0,00	59 308,00	12 138,00	20 596,00	22 626,00
1342	Amendes de Police	13 766,35	1 022,16	12 971,20	0,00	3 112,32	11 397,28
16	**Emprunts et dettes assimilés**	**1 076 100,00**	**900 000,00**	**394 580,00**	**2 048 098,02**	**505,00**	**514,00**
1641	Emprunts en euros	1 075 000,00	900 000,00	390 000,00	2 047 048,02	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 100,00	0,00	4 580,00	1 050,00	505,00	514,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 255,00**
202	Frais liés doc. urbanisme & numérisation cadas	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 255,00
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 524,00**
2315	Installation, matériel et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 524,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**3 564,00**	**0,00**	**0,00**	**65 479,35**
276351	GFP de rattachement	0,00	0,00	3 564,00	0,00	0,00	65 184,25
27638	Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,10
040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**297 847,28**	**238 810,90**	**129 231,10**	**129 256,82**	**214 174,91**	**79 533,63**
1582	Provisions pour charges (budgétaires)	0,00	0,00	0,00	15 000,00	20 000,00	20 000,00
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immob.	0,00	0,00	8 000,00	3 000,00	22 484,92	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	65 306,01	40 880,07	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	81 609,62	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	73 260,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	80 000,00	0,00	0,00	0,00	20 356,84	0,00
261	Titres de participation	20 580,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	2 744,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés doc. urbanisme & numérisation cadas	3 938,67	3 938,67	3 938,67	3 938,67	3 938,69	838,64
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460,33
28041582	Bâtiments et installations	38 446,72	38 446,72	38 446,72	34 585,44	5 885,10	0,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	69,56	269,56	269,56	369,56	5 272,94
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	720,00	720,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et arbustes	6 515,10	6 515,10	7 866,47	8 040,11	8 029,51	8 084,23
28128	Autres agencements et aménagements de terrai	162,00	162,00	162,00	162,00	162,00	162,00
28152	Installations de voirie	159,00	159,00	159,00	159,00	159,00	159,00
281568	Autre mat et outil d'incendie et de défense civil	82,54	82,54	82,50	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	21 068,13	14 055,40	14 055,40	14 055,36	4 677,11	3 221,47
281578	Autre matériel et outillage de voirie	16 640,75	16 453,96	13 835,37	9 669,98	11 675,91	11 057,22
28158	Autres install., matériel et outillage techniques	5 453,08	2 415,53	2 272,62	5 028,22	4 362,32	4 220,74
28182	Matériel de transport	7 420,06	7 420,06	7 420,06	6 187,54	2 437,50	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	9 201,46	13 513,03	12 186,64	10 179,68	10 060,73	9 557,85
28184	Mobilier	9 188,56	8 308,29	7 806,44	7 162,31	6 492,59	6 078,36
28188	Autres immobilisations corporelles	10 940,51	12 410,69	12 009,65	11 818,95	11 473,51	10 420,85
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**33 852,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	33 852,66	0,00	0,00	0,00
		2 445 968,05	**2 239 694,90**	**1 355 301,72**	**2 988 902,55**	**1 136 583,80**	**1 070 747,01**

Evolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette :

Année	Emprunt souscrit	Capital remboursé	Besoin de financement
2014	425 000,00	433 719,93	-8 719,93
2015	800 000,00	489 761,59	310 238,41
2016	390 000,00	510 798,52	-120 798,52
2017	406 000,00	523 047,29	-117 047,29
2018	0,00	531 487,76	-531 487,76
2019	0,00	504 436,13	-504 436,13
2020		456 675,89	-456 675,89

VI. Elaboration budgétaire et grandes orientations budgétaires

Les résultats de l'année budgétaire 2019 feraient donc apparaître, sous réserve de la vérification des comptes par le comptable public :

1) un excédent de fonctionnement de 477 119 €
2) un besoin d'autofinancement de 458 826 € (déficit d'investissement + déficit des RAR)
3) l'affectation des résultats 2019 au budget 2020 permettrait donc d'imputer, en section d'investissement, en recettes l'excédent de fonctionnement de 477 119 € et en dépenses le déficit d'investissement de 395 335 €.

Les orientations budgétaires 2020 mettent l'accent sur les points suivants :

- la poursuite de la politique de non augmentation des taux d'imposition, et ce pour la 24ème année consécutive
- la contribution de l'ensemble des acteurs municipaux à la maîtrise des charges générales
- le maintien des services rendus à la population
- la maîtrise de l'endettement communal
- la poursuite des investissements communaux engagés.

La ligne de conduite générale en section de fonctionnement est de pouvoir dégager au BP 2020 un virement à la section d'investissement d'environ 400 000 € comme les précédents exercices.

023	Virement à la section d'investissement	Total budget 2014	Total budget 2015	Total budget 2016	Total budget 2017	Total budget 2018	Total budget 2019
		342 000,00	161 000,00	157 000,00	156 282,00	452 734,00	406 039,00

Le budget primitif 2020 étant un budget de fin de mandat électoral, notamment en termes d'investissement, il devra prévoir l'achèvement ou la continuité des grands investissements engagés :

- réhabilitation du Clos des Vignauds en ce qui concerne les voirie et réseaux divers
- aménagement de la rue de Moulins sur toute sa longueur
- étude et aménagement du centre bourg
- aménagement de la voirie du lotissement Les Moulières
- aménagement du plan d'eau concomitamment à la création de la voie verte.

Le renouvellement des instances municipales étant prévu en mars prochain, il incombera au nouveau conseil municipal de définir les futurs projets d'aménagement à conduire.

Vous trouverez ci-joint une annexe présentant le programme pluriannuel d'investissement.